

## Commune de Saint Paul Cap de Joux

### COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU 29 SEPTEMBRE 2016

**L'an deux mille seize, le vingt-neuf septembre, à vingt heures trente**, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **21 septembre 2016**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Bernard BARDOU, Michel BELAVAL, Corinne BOUTIÉ, Marie-Françoise DURIS, Noël FERRAN, Danielle LANDEZ, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Carole PUYELO, Sophie SENCE, Annie VALERO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Éric VERNHÈRES, Thierry VIALARD.

Absents excusés : Philippe VIALA.

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

#### ORDRE DU JOUR

1. Trophée des associations : répartition des dépenses entre les communes de Damiatte et St Paul Cap de Joux
2. Rectification de la répartition des biens du budget assainissement du SIVOM
3. Transfert de propriété des biens du CCAS
4. Cession d'une parcelle du terrain « Jardin de Laure »
5. Admission en non-valeur de créances irrécouvrables
6. Transmission dématérialisée des actes et des documents budgétaires et financiers
7. Questions diverses

*M. le Maire propose l'approbation des comptes-rendus des séances du 26 mai 2016 et du 30 juin 2016.*

*Les comptes-rendus des séances du 26 mai 2016 et du 30 juin 2016 sont adoptés à l'unanimité des membres présents.*

#### **1) Trophée des associations – Répartition des dépenses (2016/39)**

M. le Maire rappelle qu'il avait été convenu avec la commune de Damiatte d'organiser conjointement la soirée destinée à récompenser les associations de Damiatte et de Saint Paul Cap de Joux.

Il présente le bilan financier de la soirée du 1<sup>er</sup> juillet 2016 et propose de valider la répartition suivante :

M. le Maire précise que les trophées ont été facturés directement à chaque commune pour un montant de 146.40 €.

THOUY (nappes, serviettes)	201,64 €
SPAR (apéritif, café)	124,44 €
CELINE JARDIN (vin)	101,80 €
EARL VERNHERES (163 repas)	3 060,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 487,88 €</b>
<b>Damiatte</b>	<b>1 743,94 €</b>
<b>St Paul Cap de Joux</b>	<b>1 743,94 €</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide la répartition proposée ci-dessus ;
- Autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

**2) Dissolution du SIVOM du St Paulais – Modification de la répartition du service assainissement (2016/40) – Annexe 1**

- Vu la délibération du SIVOM du Saint Paulais n°2012/5 du 18 octobre 2012 ;
- Vu la délibération du conseil municipal n°2012/44 du 23 octobre 2012 approuvant la dissolution du SIVOM du Saint Paulais ;
- Vu la délibération du conseil municipal n°2014/64 du 23 octobre 2012 acceptant la répartition de l'actif et du passif du SIVOM du St Paulais et de son budget assainissement ;
- Considérant que la commune de Serviès s'est vu affecter par erreur deux programmes (n°3 et n°5) du service assainissement du SIVOM St Paulais ;

A la demande de la Sous-Préfecture, les communes de Damiatte, Fiac, Serviès, Viterbe et Saint Paul Cap de Joux, toutes concernées par la répartition initiale des opérations du service assainissement, doivent délibérer sur cette modification de répartition de ces deux programmes du service assainissement du SIVOM même si cela n'impacte réellement que les communes de Serviès, Damiatte et Saint Paul Cap de Joux.

M. le Maire présente les tableaux de répartition ci-annexés et propose de les approuver.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide la modification de répartition du service assainissement du SIVOM du St Paulais et les tableaux ci-annexés ;
- Autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

**3) Transfert de propriété des biens du CCAS (2016/41)**

M. le Maire rappelle que par délibération n°2015/63 le Conseil municipal a décidé de supprimer le CCAS au 31 décembre 2015 et d'exercer directement les compétences relevant de l'action sociale.

De ce fait, les biens propres du CCAS sont transférés en pleine propriété à la commune de rattachement mais cette opération de transfert est assujettie aux formalités de publicité foncière.

M. le Maire propose de charger l'office notarial de Catherine PRIEUR-LOYAU et Thierry ZUCCON d'établir l'acte de dépôt et la demande de transfert de propriété.

Les biens concernés sont les suivants :

Section N°	Lieudit	Surface
A 396	Saint Paul	00 ha 00 a 68 ca
A 397	1 route de Magrin	00 ha 18 a 60 ca
A 398	Saint Paul	00 ha 05 a 10 ca
<b>Surface totale</b>		<b>00 ha 24 a 38 ca</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Charge l'office notarial de Catherine PRIEUR-LOYAU et Thierry ZUCCON d'établir l'acte de dépôt et la demande de transfert de propriété des biens mentionnés ci-dessus ;
- Dit que les crédits nécessaires à la dépense sont inscrits au Budget principal 2016.
- Autorise M. le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

#### 4) Cession de terrain situé 1 route de Magrin (2016/42) – Annexe 3

M. le Maire rappelle que M. Vincent Boutié, riverain du terrain situé 1 route de Magrin, souhaitait acquérir une partie de cette parcelle pour agrandir sa propriété ; le Conseil municipal avait alors envisagé un prix de vente de 35 € le m<sup>2</sup>.

Ce terrain composé de trois parcelles et d'une surface totale de 2 438 m<sup>2</sup>, appartient désormais à la commune. M. le Maire présente la proposition de bornage, la surface à céder serait de 742 m<sup>2</sup>.

Référence actuelle	Situation nouvelle	
	Désignation provisoire	Contenance
A 397	Partie a (conservée) <b>Partie b</b>	1 415 m <sup>2</sup> <b>428 m<sup>2</sup></b>
A 398	Partie c (conservée) <b>Partie d</b>	185 m <sup>2</sup> <b>314 m<sup>2</sup></b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve la cession des parcelles désignées provisoirement comme suit et présentée dans le plan ci-annexé :
  - Partie b de la parcelle A 397 : 428 m<sup>2</sup>
  - Partie d de la parcelle A 398 : 314 m<sup>2</sup>

Soit au total 742 m<sup>2</sup>

à M. Vincent Boutié domicilié route de Magrin 81220 ST PAUL CAP DE JOUX, au prix de 35 € TTC le m<sup>2</sup> ;
- Donne pouvoir à M. le Maire pour signer tous documents relatifs à l'exécution de cette décision.

#### 5) Service assainissement – Admission en non-valeur de créances irrécouvrables (2016/43)

M. le Maire informe les membres de l'assemblée que Mme la Trésorière se trouve dans l'impossibilité de recouvrer certains titres de recettes concernant la facturation de la redevance assainissement et présente les états des non valeurs arrêtés à la date du 25/08/2016.

Le montant total des titres à admettre en non valeurs est de 1.48 €.

Une fois prononcée, l'admission en non-valeur donne lieu à un mandat émis à l'article 6541 du budget concerné de l'exercice. M. le Maire précise que les crédits nécessaires ont été ouverts à cet effet lors du vote du Budget Primitif 2016.

Il appartient au conseil municipal de statuer sur l'admission en non valeurs de la totalité des créances susvisées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Prononce l'admission en non valeurs de la totalité des créances susvisées et détaillées dans les états ci-annexés.
- Autorise M. le Maire à signer tous actes et pièces relatifs à cette décision.

#### 6) Admission en non-valeur de créances irrécouvrables (2016/44)

M. le Maire informe les membres de l'assemblée que Mme la Trésorière se trouve dans l'impossibilité de recouvrer certains titres de recettes concernant la facturation de la cantine et présente les états des non valeurs arrêtés à la date du 25/08/2016.

Le montant total des titres à admettre en non valeurs est de 85.93 €.

Une fois prononcée, l'admission en non-valeur donne lieu à un mandat émis à l'article 6541 du budget concerné de l'exercice. M. le Maire précise que les crédits nécessaires ont été ouverts à cet effet lors du vote du Budget Primitif 2016.

Il appartient au conseil municipal de statuer sur l'admission en non valeurs de la totalité des créances susvisées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Prononce l'admission en non valeurs de la totalité des créances susvisées et détaillées dans les états ci-annexés.
- Autorise M. le Maire à signer tous actes et pièces relatifs à cette décision.

## **7) Transmission dématérialisée des actes et des documents budgétaires et financiers (2016/45) – Annexe 2**

M. le Maire informe l'assemblée que le décret en Conseil d'Etat n°2005-324 du 7 avril 2005, pris en application de l'article 139 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales dispose que la collectivité territoriale qui choisit d'effectuer par voie électronique la transmission de tout ou partie de ses actes soumis au contrôle de légalité signe avec la Sous-Préfecture une convention mentionnant :

- la référence du dispositif homologué de télétransmission,
- la date de raccordement de la collectivité à la chaîne de télétransmission,
- la nature et les caractéristiques des actes transmis par voie électronique,
- les engagements respectifs de la collectivité et du Sous-Préfet pour l'organisation et le fonctionnement de la télétransmission,
- la possibilité, pour la collectivité, de renoncer à la transmission par voie électronique et les modalités de cette renonciation.

M. le Maire donne lecture de la convention entre les représentants de l'Etat et les collectivités territoriales souhaitant procéder à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.

M. le Maire informe également l'assemblée que l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn, dans le but de mutualiser les frais d'installation et de fonctionnement des outils de dématérialisation et de télétransmission, et en concertation avec les services préfectoraux, a mis en place une plateforme de dématérialisation homologuée, dédiée aux collectivités territoriales du département. L'accès à ce service nécessite la mise en place d'une convention entre la collectivité et l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn précisant la nature des prestations assurées, les conditions d'utilisation de la plateforme et le coût des certificats électroniques.

M. le Maire donne lecture de la convention de dématérialisation proposée par l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide la proposition de M. le Maire,
- Autorise M. le Maire à signer la convention à intervenir avec le Sous-Préfet du Tarn,
- Autorise M. le Maire à signer la convention à intervenir avec l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn,
- Autorise M. le Maire à signer tous les documents et pièces relatifs à ce dossier.

## **8) Questions diverses Professions libérales**

M. le Maire donne les informations suivantes :

- le médecin a prévu d'ouvrir le cabinet médical le 19 décembre 2016. Un deuxième médecin est susceptible de rejoindre ce cabinet ultérieurement.
- Le cabinet dentaire devrait ouvrir d'ici la fin du mois d'octobre.
- Une sophrologue, Mme Planchat, s'est installée sur la commune à Borio Blanco.

- Un ostéopathe est en recherche d'un local dans le secteur, des adresses de locaux vacants lui ont été transmises.
- Une annexe d'un cabinet comptable de Saint Sulpice devrait ouvrir rue Jeanne d'Arc.

### **Rentrée scolaire**

Les effectifs de la rentrée sont de 99 enfants :

- CM2/CM1/CE2 : 28 élèves
- CE2/CE1 : 28 élèves
- GS/CP : 22 élèves
- GS/MS/PS : 21 élèves

M. le Maire informe qu'il a demandé les statistiques de fréquentation de la salle informatique par les enfants du Réseau d'écoles à M. Poudevigne.

### **Modification des statuts de Trifyl**

M. le Maire rappelle que le Président de la Communauté d'agglomération de Castres Mazamet avait intenté un recours contre la délibération de Trifyl modifiant les statuts.

Le Préfet du Tarn a validé par arrêté la procédure et modifié les statuts de Trifyl conformément à la délibération.

### **Remerciements subvention**

La délégation de Lavarat de la Croix Rouge remercie le Conseil municipal pour la subvention octroyée.

### **Visite de l'installation géothermique du groupe scolaire**

M. le Maire informe que l'Institut de Développement des Ressources Renouvelables du Tarn souhaite organiser une journée porte ouverte le vendredi 28 octobre pour faire visiter l'installation en géothermie profonde du groupe scolaire dans le cadre de la Fête de la Science.

### **Lagunage St Paul/Damiatte**

Pour l'enlèvement des boues du lagunage il a été nécessaire de faire appel à une autre entreprise car les boues étaient trop dures.

A l'avenir, il sera préférable d'enlever ces boues plus fréquemment pour éviter ce problème.

### **Visite de M. Philippe Bonnacarrère**

M. le Maire a fait part de sa rencontre avec M. Philippe Bonnacarrère, en présence de Mrs Philippe Viala et Michel Belaval.

L'objet de cette rencontre : connaître les inquiétudes et difficultés que rencontre la commune de St Paul Cap de Joux ainsi que ses projets.

### **Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)**

La commune percevra 16 926 € au titre de la répartition du FPIC 2016.

### **Point sur les travaux**

- Travaux d'accessibilité de l'entrée de la mairie : bientôt terminés, il sera probablement nécessaire de prendre un contrat de maintenance pour la porte automatique
- Effacement des réseaux Avenue du Relai et Avenue de Puylaurens : le SDET n'est pas en capacité de réaliser ces travaux cette année. Le SDET doit transmettre un devis pour une réalisation au printemps 2017.
- Travaux SIAEP : la Commune a profité des travaux de rénovation du réseau d'eau potable pour buser les fossés de l'avenue du Relai et de ce fait prolonger le chemin piétonnier. Le coût à la charge de la commune sera d'environ 11 500 € HT auxquels s'ajoute environ 6 000 € HT pour le réseau pluvial qui seront affectés au budget assainissement.
- Voirie : Michel Belaval indique que les travaux sur la voirie communale ne seront faits qu'au mois de novembre.

Eric Vernhères précise qu'il n'est pas judicieux de réaliser les travaux sur la voirie au mois de juin en raison des récoltes sur cette période ; même si les agriculteurs font attention, la voirie « souffre » des différents passages.

#### **Assemblée générale du Ping St Paulais**

Michel Belaval informe que le bureau a été renouvelé. Le club est classé 6<sup>ème</sup> de la Région Midi-Pyrénées.

#### **Association Ste Cécile**

Le concert de jazz du 26 août 2016 a connu un grand succès et était de très bonne qualité.

#### **CCLPA**

Edition d'une plaquette ludique sur Saint Paul Cap de Joux

M. le Maire présente la plaquette élaborée par les services de la CCLPA à destination des enfants.

#### **Service urbanisme**

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, la CCLPA a créé un service instructeur pour les autorisations du droit du sol. Le coût de ce service pour un an s'élève à 48 463 € et le Président de la CCLPA souhaite faire payer les communes à hauteur de 80% par acte, 20% restant à la charge de la CCLPA.

Il a été rappelé au Président que la CCLPA avait augmenté ses taux d'imposition de 15% pour assurer entre autre ce service, ce à quoi le Président de la CCLPA a répondu que cette augmentation n'était pas suffisante.

Lors de la réunion du bureau de la CCLPA les élus ont opté majoritairement pour une répartition de 50% pour les communes et 50% pour la CCLPA.

#### **Dates à retenir**

- Conseil municipal : le jeudi 03/11 à 20h30
- Commission travaux : le lundi 7 novembre à 10h30

Fin de séance.

**ANNEXE 1****SIVOM du Saint Paulais**

Place de l'Hôtel de ville  
 81220 SAINT PAUL CAP DE JOUX  
 ☎ 05.63.70.60.18  
 ✉ mairiesaintpaul@wanadoo.fr

## **DISSOLUTION DU SIVOM DU ST PAULAIS**

### **REGULARISATIONS COMPTABLES**

**SERVICE ASSAINISSEMENT**

**Programmes n°3 et n°5 affectés à la commune de Serviès par erreur,  
 à répartir entre les communes de St Paul Cap de Joux et Damiatte comme suit :**

	182	
Damiatte (Rte de Serviès 1ère et 2ème tranche)	543,11	soit 77,86609%
St Paul (Côte du Moulin)	51 889,00	soit 22,13391%
	234	
	432,11	

**REGULARISATIONS A EFFECTUER**

Comptes	Damiatte		St Paul		Serviès		TOTAL	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222		7,17		2,04	9,21		9,21	9,21
110		143,89		40,90	184,79		184,79	184,79
131		163 277,72		46 412,70	209 690,42		209 690,42	209 690,42
2158	182 543,11		51 889,00			234 432,11	234 432,11	234 432,11
451		19 114,33		5 433,36	24 547,69		24 547,69	24 547,69
<b>TOTAL</b>	<b>182 543,11</b>	<b>182 543,11</b>	<b>51 889,00</b>	<b>51 889,00</b>	<b>234 432,11</b>	<b>234 432,11</b>	<b>468 864,22</b>	<b>468 864,22</b>

**BUDGET PRINCIPAL****REGULARISATIONS A EFFECTUER**

Comptes	Damiatte		St Paul		Serviès		TOTAL	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
193		19 114,33		5 433,36	24 547,69		24 547,69	24 547,69
451	19 114,33		5 433,36			24 547,69	24 547,69	24 547,69
<b>TOTAL</b>	<b>19 114,33</b>	<b>19 114,33</b>	<b>5 433,36</b>	<b>5 433,36</b>	<b>24 547,69</b>	<b>24 547,69</b>	<b>49 095,38</b>	<b>49 095,38</b>

**ANNEXE 2**



**CONVENTION "DEMATERIALISATION"  
- ACTES -**

**Entre**

**L'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn**  
188 rue de Jarlard - 81000 ALBI  
représentée par son Président Sylvain FERNANDEZ,

d'une part, et

**COMMUNE DE SAINT PAUL CAP DE JOUX**

N° SIRET : 218 102 663 00018

d'autre part,

***Il a été convenu ce qui suit :***



## **Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

L'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn propose pour le compte de la collectivité cosignataire pendant la durée de la convention, un ensemble de prestations destinées à mutualiser les frais d'installation et de fonctionnement d'outils de dématérialisation et de télétransmission de certains documents administratifs soumis au contrôle de légalité en application du décret n°2005-324 du 7 avril 2005 (programme ACTES).

Cette démarche est conduite en concertation avec les services préfectoraux départementaux, auprès desquels l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn assurera un rôle de coordonateur et de référent technique pour le compte des collectivités adhérentes à la présente convention.

Pour ce faire, l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn a retenu un tiers de télétransmission homologué par le M.I. (Ministère de l'Intérieur) qui assure la mise à disposition sur ses serveurs d'une plateforme de dématérialisation dédiée aux collectivités du Tarn, et qui délègue à l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn les prestations d'administration suivantes :

- le paramétrage des collectivités et des comptes utilisateurs sur la plate-forme,
- l'installation et le paramétrage sur site,
- la formation et l'assistance des utilisateurs.

Une partie des investissements nécessaires à la mise en place de ce nouveau service de l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn sera probablement cofinancée par le Fonds Européen de Développement Régional (Région Midi-Pyrénées) et l'Etat.

## **Article 2 : Références du tiers de télétransmission homologué retenu**

Nom du dispositif : **S<sup>2</sup>LOW** de la **SCIC SA ADULLACT Projet** - 34960 MONTPELLIER

Référence de l'homologation MIAT : **homologation du 4 décembre 2006**

Trigramme du dispositif : **SLO**

Cette solution **S<sup>2</sup>LOW** a été développée sous licence libre CeCill v2, sur le socle EDDOS. L'environnement technique fourni par le prestataire comprend l'application métier et l'environnement système sécurisé (anti-virus, détecteur d'intrusion, système sécurisé) permettant de répondre aux exigences du Ministère de l'Intérieur.

## **Article 3 : Service assuré par l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn**

L'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn assure pour le compte de la collectivité cosignataire les prestations suivantes :

### **Installation - paramétrage**

- Paramétrage de la collectivité sur la plateforme S<sup>2</sup>LOW,
- Paramétrage des comptes utilisateurs de la collectivité sur la plateforme S<sup>2</sup>LOW,
- Paramétrage sur site de l'accès à la plateforme,
- Assistance à l'installation du certificat électronique

### **Formation**

Les techniciens assureront une formation à l'utilisation de la plateforme d'une demi-journée sur site.

Un accès à une plateforme "Test" sera mis à disposition des utilisateurs de la collectivité afin d'en faciliter l'apprentissage.

### **Accès à la plateforme**

Pendant la durée de la convention, la collectivité cosignataire bénéficie :

- d'un droit d'accès illimité à la plateforme, en terme de nombre et de volume d'actes transmis,
  - de l'hébergement illimité de l'historique des transactions passées,
- Le tiers de télétransmission s'engage sur une disponibilité de 99,99% de la plateforme S<sup>2</sup>LOW.

#### **Assistance aux utilisateurs**

L'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn assure une assistance téléphonique aux utilisateurs.

Cette assistance sera exclusivement réservée aux utilisateurs ayant suivi la formation à l'utilisation de la plateforme et sur les postes paramétrés par l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn.

#### **Article 4 : Réversibilité de la solution**

Conformément aux spécifications du M.I., dans le cas où la collectivité déciderait de changer de tiers de télétransmission, la plate-forme S<sup>2</sup>LOW permet d'exporter l'historique des transactions au format CSV afin de les transférer sur la plate-forme d'un autre prestataire.

#### **Article 5 : Prérequis**

La solution proposée fonctionnant en mode "client léger", la collectivité est libre d'utiliser le matériel, système d'exploitation et navigateur de son choix.

En revanche, dans un premier temps, l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn n'assurera l'installation et l'assistance que sur des postes informatiques répondant aux préconisations suivantes :

- système d'exploitation : (Windows vista, XP, 7 ...),
  - navigateur : Internet Explorer 6 ou supérieur,
  - accès Internet en haut débit,
  - antivirus installé et à jour,
- Pour se connecter à la plate-forme, la collectivité devra disposer d'au moins un certificat électronique de classe 3 ou 3+ de la PRISV2<sup>1</sup>.
- L'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn assistera la collectivité dans l'établissement des formalités administratives nécessaires à l'achat de ces certificats.

#### **Article 6 : Engagements de la collectivité**

La collectivité s'engage :

- à signer avec les services préfectoraux dont elle dépend une convention de raccordement ACTES, définissant notamment la nature des actes transmis et la date prévue de démarrage,
- à se procurer au moins un certificat électronique de classe 3 ou 3+, et à sécuriser son utilisation,
- à ne confier la mission de dématérialisation des actes qu'à des agents préalablement formés,
- à informer dans les meilleurs délais l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn en cas de constatation de dysfonctionnement de la plateforme,
- à ne pas solliciter directement le support technique du tiers de télétransmission, qui n'assurera une assistance qu'à l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn.

#### **Article 7 : Tarifs**

La mutualisation des moyens a permis de **réduire considérablement les coûts** d'installation et d'exploitation de la plate-forme et des certificats électroniques.

---

<sup>1</sup> PRISv2 : Politique de référencement Intersectorielle de Sécurité – version 2

Le coût d'accès et d'utilisation de la plateforme SI2ow est compris sans majoration dans la cotisation annuelle de l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn.

**Le coût du certificat électronique**, vous permettant de signer l'envoi des actes, **reste à votre charge**. Grâce à notre mutualisation Chambersign fait bénéficier aux communes tarnaises d'un tarif négocié. A ce jour, le prix négocié est de 50 euros HT/an (Tarif public 80 euros Ht/an) ainsi que 45 euros HT pour le support Clé USB (Tarif public 50 euros Ht) valable 3 ans.

Le certificat (**AUDACIO (RGS \*\*)**) que vous achetez dans ce cadre peut aussi vous permettre de vous connecter sur certaines plateformes notamment Sylae, Xémélios, sécuriser l'envoi de mail et signer des documents... Voir le lien ci-après qui récapitule les services pour lesquels le certificat peut vous servir : <http://www.chambersign.fr/fr/quels-sont-vos-besoins/>

#### Article 8 : Exclusions

D'une manière générale, la collectivité reconnaît être informée que l'assistance proposée par l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn ne porte que sur l'utilisation de la plate-forme S<sup>2</sup>LOW et sur l'usage des certificats électroniques nécessaires à son fonctionnement.

Aucune assistance ne sera assurée dans le cadre de la présente convention sur :

- les systèmes d'exploitation (Windows vista, XP, 7 ...),
- les réseaux ou les connexions Internet,
- les logiciels de bureautique, ou applications métiers,
- les dispositifs de sécurité (anti-virus, parefeu, etc...),
- tout autre matériel ou périphérique (scanner, imprimante, etc ...).

#### Article 9 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an à compter de sa signature. A l'issue de ce délai elle se renouvelle par tacite reconduction pour une durée égale, sauf dénonciation expresse pour l'une ou l'autre des parties signataires, 2 mois avant son terme, par lettre recommandée avec Accusé de Réception.

#### Article 10 : Responsabilité - Litiges

La responsabilité de l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn n'est engagée qu'à raison du bon fonctionnement technique de la plateforme.

Fait en double exemplaire

A Saint Paul Cap de Joux, le .....

L'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn

La Commune de Saint Paul Cap de Joux

le Président	le Maire,
Sylvain FERNANDEZ	Laurent VANDENDRIESSCHE

**Merci de retourner les deux exemplaires à l'Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn.**



Convention  
entre la Préfecture du Tarn  
et la commune de Saint Paul Cap de Joux pour  
la transmission électronique des actes au  
représentant de l'État

# CONVENTION

*ENTRE*

*LE REPRESENTANT DE L'ÉTAT*

*ET*

*LA COMMUNE DE SAINT PAUL CAP DE JOUX*

*POUR LA TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES ACTES  
AU REPRESENTANT DE L'ÉTAT*

## SOMMAIRE

PREAMBULE .....	3
1)PARTIES PRENANTES A LA CONVENTION.....	3
2)PARTENAIRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR .....	4
2.1.L'opérateur de transmission et son dispositif .....	4
2.2.Identification de la collectivité .....	4
2.3.L'opérateur de mutualisation .....	4
3)ENGAGEMENTS SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSMISSION ELECTRONIQUE .....	4
3.1.Clauses nationales .....	4
3.1.1.Organisation des échanges .....	4
3.1.2.Signature .....	5
3.1.3.Confidentialité .....	5
3.1.4.Interruptions programmées du service.....	5
3.1.5.Suspension et interruption de la transmission électronique [collectivités non soumises à l'obligation de transmission électronique en application de la loi NOTRe] .....	5
3.1.6.Preuve des échanges .....	6
3.2.Clauses locales.....	6
3.2.1.Classification des actes par matières .....	6
3.2.2.Support mutuel.....	6
3.3.Clauses relatives à la transmission électronique des documents budgétaires sur l'application Actes budgétaires.....	6
3.3.1.Transmission des documents budgétaires de l'exercice en cours .....	6
3.3.2.Document budgétaires concernés par la transmission électronique .....	7
4)VALIDITE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION .....	7
4.1.Durée de validité de la convention .....	7
4.2.Modification de la convention.....	7
4.3.Résiliation de la convention [collectivités non soumises à l'obligation de transmission électronique en application de la loi NOTRe] .....	7

## **1) PREAMBULE**

Vu la Constitution du 4 octobre 1958 et notamment son article 72 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2016-146 du 11 février 2016 relatif aux modalités de publication et de transmission, par voie écrite et par voie électronique, des actes des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 26 octobre 2005 portant approbation d'un cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et fixant une procédure d'homologation de ces dispositifs ;

### **Convient de ce qui suit.**

**Article 1.** La présente convention a pour objet de fixer les modalités des échanges électroniques intervenant dans le cadre du contrôle de légalité.

À cette fin, elle établit les engagements des parties visant à assurer l'intégrité des informations échangées ainsi que les modalités de ces échanges pour qu'ils soient substitués de plein droit aux modes d'échanges de droit commun.

## **2) PARTIES PRENANTES A LA CONVENTION**

La présente convention est passée entre :

1) La préfecture du Tarn représentée par le préfet, Monsieur Jean-Michel MOUGARD, ci-après désignée : le « représentant de l'État ».

2) Et la Commune de Saint Paul Cap de Joux, représentée par son Maire, Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, ci-après désignée : la « collectivité ». Pour les échanges effectués en application de la présente convention, la collectivité est identifiée par les éléments suivants :

Numéro SIREN : 218 102 663 ;

Nom : Mairie de Saint Paul Cap de Joux ;

Nature : Commune ;

Adresse postale : 1 Place de l'Hôtel de Ville – 81220 SAINT PAUL CAP DE JOUX

Téléphone : 05.63.70.60.18

Adresse de messagerie : mairiesaintpaul@wanadoo.fr

Code Nature de l'émetteur : 31 ;

Arrondissement de la « collectivité » : Castres.

## **3) PARTENAIRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR**

### **3.1. L'opérateur de transmission et son dispositif**

Pour recourir à la transmission électronique, la collectivité s'engage à utiliser le dispositif suivant : SLOW<sup>2</sup> de Adullact Projet.

Adresse postale : ADULLACT Projet

Le Tucano

836, rue du Mas de Verchant

34000 MONTPELLIER

Numéro de téléphone : 04 67 65 96 44

Adresse de messagerie : [f.losserand@adullact-projet.coop](mailto:f.losserand@adullact-projet.coop)

Celui-ci a fait l'objet d'une homologation le 4 décembre 2006 par le ministère de l'Intérieur.

La collectivité chargée de l'exploitation du dispositif homologué, désignée ci-après « opérateur de transmission » est chargée de la transmission électronique des actes de la collectivité.

### **3.2. Identification de la collectivité**

Afin de pouvoir être dûment identifiée ou, à défaut, pour pouvoir identifier les personnes chargées de la transmission, la collectivité s'engage à faire l'acquisition et à utiliser des certificats d'authentification conformément aux dispositions du cahier des charges de la transmission prévu à l'article 1er de l'arrêté du 26 octobre 2005 susvisé.

### **3.3. L'opérateur de mutualisation**

L'intermédiaire technique intervenant entre la collectivité et l'opérateur de transmission est désigné ci-après « opérateur de mutualisation ». Il est identifié par les éléments suivants :

Nom : Association des Maires et des Elus Locaux du Tarn

Nature : Association

Adresse postale : 188 rue de Jarlard 81000 ALBI

Numéro de téléphone : 05 63 60 16 30

Adresse de messagerie : [patricia.rabion@maires81.asso.fr](mailto:patricia.rabion@maires81.asso.fr)

## **4) ENGAGEMENTS SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSMISSION ELECTRONIQUE**

### **4.1. Clauses nationales**

#### **4.1.1. Organisation des échanges**

La collectivité s'engage à transmettre au représentant de l'État les actes soumis à transmission et les actes demandés par ce dernier.

Un accusé de réception électronique est délivré automatiquement pour chaque acte. Il atteste de la réception de ces derniers par le représentant de l'État.

La collectivité s'engage à transmettre, dans la mesure de ses facultés, les actes sous forme électronique au format natif. Si cela est impossible, elle peut transmettre ces actes numérisés.

La double transmission d'un acte est interdite.

Dans l'hypothèse d'une impossibilité technique de transmettre un acte par voie électronique, la collectivité peut le transmettre sur support papier ou par tout autre moyen préalablement accepté par le représentant de l'État.

#### **4.1.2. Signature**

La collectivité s'engage à ne faire parvenir par voie électronique que des actes existant juridiquement dont elle est en mesure de produire un exemplaire original signé, de façon manuscrite ou électronique.

Elle mentionne sur les actes transmis par voie électronique le prénom, le nom et la qualité du signataire.

La collectivité s'engage à ne pas scanner des actes à seule fin d'y faire figurer la reproduction de la signature manuscrite du signataire, la valeur d'une signature manuscrite numérisée étant quasi nulle.

Lorsque cela est possible, la collectivité transmet des actes signés électroniquement dans les conditions prévues à l'article L. 212-3 du code des relations entre le public et l'administration.

#### **4.1.3. Confidentialité**

La collectivité ne peut diffuser les informations fournies par les équipes techniques du ministère de l'Intérieur permettant la connexion du dispositif à ses serveurs pour le dépôt des actes autres que celles

rendues publiques par les services de l'État.

Ces informations doivent être conservées et stockées de façon à ce qu'elles soient protégées d'actions malveillantes.

La collectivité s'assure que les intermédiaires techniques impliqués dans ses échanges avec les services préfectoraux respectent également les règles de confidentialité et qu'ils ne sous-traitent pas indûment certaines de leurs obligations à un autre opérateur.

#### **4.1.4. Interruptions programmées du service**

L'accès électronique à l'infrastructure technique du ministère de l'Intérieur pourra être interrompu une demi-journée par mois en heures ouvrables. Le représentant de l'État s'engage à ce que l'équipe technique du ministère de l'Intérieur avertisse les « services supports » des opérateurs de transmission des collectivités trois jours ouvrés à l'avance.

En cas d'interruption de l'accès à l'infrastructure technique pour cause de maintenance, il appartient à la collectivité d'attendre le rétablissement du service pour transmettre ses actes par voie électronique.

#### **4.1.5. Suspension et interruption de la transmission électronique**

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les parties peuvent suspendre l'application de la présente convention à tout moment. Le cas échéant, la décision est notifiée par écrit à l'autre partie. Cette notification doit intervenir au moins un mois avant la prise d'effet de la décision.

À compter de cette date, les actes concernés et autres informations y afférents sont échangés dans les conditions de droit commun.

La collectivité peut demander au représentant de l'État l'autorisation de mettre fin à la suspension. La demande doit être formulée par écrit et préciser la date à laquelle la collectivité souhaite utiliser à nouveau la transmission électronique. Le représentant de l'État s'engage à accuser réception de cette demande et à indiquer à la collectivité la date à compter de laquelle les envois dématérialisés sont à nouveau acceptés.

En cas d'absence de volonté exprimée de reprise des relations contractuelles dans le cadre de la présente convention à l'issue d'une année franche à compter de leur suspension, la convention devient caduque.

#### **4.1.6. Preuve des échanges**

Les parties à la présente convention s'engagent à reconnaître la validité juridique des échanges électroniques intervenant dans le cadre du contrôle de légalité.

Les accusés de réception délivrés par les infrastructures techniques du ministère de l'Intérieur et de l'opérateur de transmission attestent de la réception des échanges intervenus dans les procédures du contrôle de légalité et du contrôle administratif.

### **4.2. Clauses locales**

#### **4.2.1. Classification des actes par matières**

La collectivité s'engage à respecter la nomenclature des actes en vigueur dans le département, prévoyant la classification des actes par matières, utilisée dans le contrôle de légalité dématérialisé et à ne pas volontairement transmettre un acte dans une classification inadaptée.

#### **4.2.2. Support mutuel**

Dans l'exécution de la présente convention, les parties ont une obligation d'information mutuelle.

### **4.3. Clauses relatives à la transmission électronique des documents budgétaires sur l'application Actes budgétaires**

#### **4.3.1. Transmission des documents budgétaires de l'exercice en cours**

La transmission des documents budgétaires doit porter sur l'exercice budgétaire complet.

Le flux qui assure la transmission de l'acte budgétaire comporte, dans la même enveloppe, le document budgétaire ainsi que la délibération qui l'approuve.

Le document budgétaire est transmis sous la forme d'un seul et même fichier dématérialisé au format XML.



conformément aux prescriptions contenues dans le cahier des charges mentionné à l'article 1er de l'arrêté du 26 octobre 2005 susvisé.

La dématérialisation des budgets porte à la fois sur le budget principal et sur les budgets annexes.

À partir de la transmission électronique du budget primitif, tous les autres documents budgétaires de l'exercice doivent être transmis par voie électronique.

Le flux XML contenant le document budgétaire doit avoir été scellé par l'application TotEM ou par tout autre progiciel financier permettant de sceller le document budgétaire transmis.

#### **4.3.2. Documents budgétaires concernés par la transmission électronique**

La transmission électronique des documents budgétaires concerne l'intégralité des documents budgétaires de l'ordonnateur.

### **5) VALIDITE ET MODIFICATION DE LA CONVENTION**

#### **5.1. Durée de validité de la convention**

La présente convention prend effet le 01/12/2016 et a une durée de validité d'un an, soit jusqu'au 30/11/2017.

La présente convention est reconduite d'année en année, par reconduction tacite.

#### **5.2. Modification de la convention**

Entre deux échéances de reconduction de la convention, certaines de ses clauses peuvent être modifiées par avenants.

Dans l'hypothèse où les modifications apportées au cahier des charges de la transmission des actes auraient une incidence sur le contenu de la convention, celle-ci doit être révisée sur la base d'une concertation entre le représentant de l'État et la collectivité avant même l'échéance de la convention.

#### **5.3. Résiliation de la convention**

Sous réserve des dispositions de la loi du 7 août 2015 susvisée, la collectivité peut résilier la présente convention à tout moment.

Le cas échéant, la décision est notifiée par écrit au représentant de l'État. Cette notification doit intervenir au moins trois jours avant la prise d'effet de la décision.

À compter de cette date, les actes concernés et autres informations y afférents sont échangés dans les conditions de droit commun.

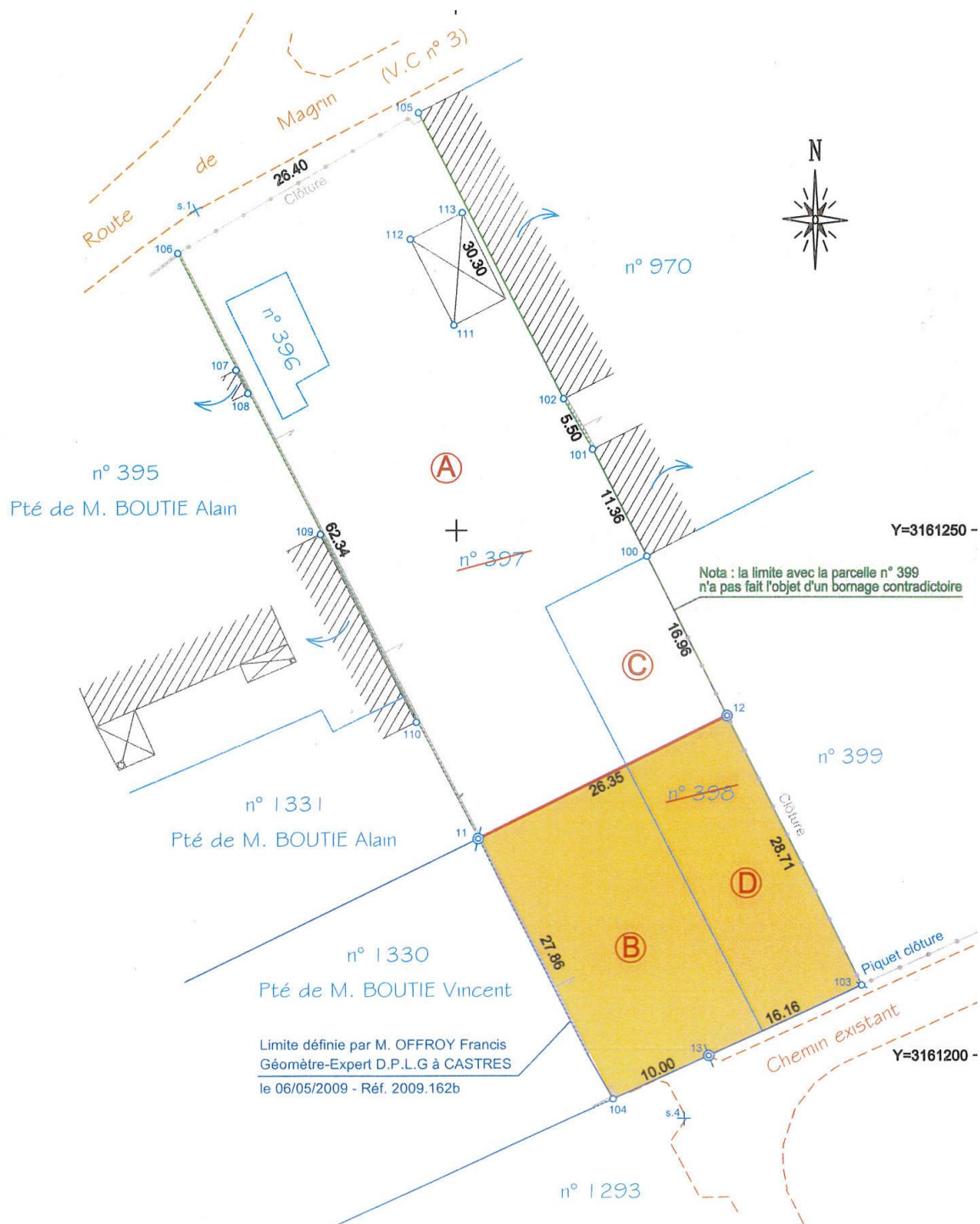
Fait à Albi, Place de la préfecture  
81013 ALBI Cedex 9.

et à Mairie de St Paul Cap de Joux  
1 Place de l'Hôtel de Ville  
81220 SAINT PAUL CAP DE JOUX

Le \_\_\_\_\_,

Le Maire de Saint Paul Cap de Joux  
Laurent Vandendriessche

En deux exemplaires originaux.



# LEGENDE

- Point levé ou calculé
- + Spit
- ⊙ Borne existante
- ⊙ Borne nouvelle
- Application cadastrale donnée à titre indicatif
- Limite objet de la division